

Assassinat de Kashoggi et ventes d'armes: la France se mure dans le silence

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 25 OCTOBRE 2018



Mohammed ben Salmane reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée, en avril 2018. © Reuters

Le royaume saoudien a reconnu, jeudi, que le meurtre de Jamal Kashoggi était bien un assassinat « *prémédité* ». Cette nouvelle version intervient alors que le pouvoir français se contente de déclarations *a minima*, à l'inverse de plusieurs de ses partenaires. Emmanuel Macron refuse d'envisager une suspension des ventes d'armes à Riyad ; elles ont rapporté près de 12 milliards d'euros en neuf ans.

Plus de trois semaines après sa disparition au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, le pouvoir saoudien a présenté jeudi 25 octobre une nouvelle version (la cinquième) de la mort du journaliste Jamal Kashoggi. Le **procureur du royaume a reconnu** que le meurtre avait été « *prémédité* ». Dans une version précédente, Riyad avait expliqué que le journaliste avait été tué accidentellement « *lors d'une rixe* » au sein du consulat. Il s'agit donc bien d'un assassinat commandité, reconnaît aujourd'hui le régime saoudien.

C'est ce que disait dès le **6 octobre la police turque**, et ce qu'a répété sur un ton inhabituellement offensif le président turc Erdogan, mardi, en dénonçant une opération « *planifiée* ». « *De celui qui a donné l'ordre jusqu'à celui qui l'a exécuté, tous doivent rendre des comptes* », a-t-il insisté, demandant des explications sur la présence d'un commando saoudien d'une quinzaine d'hommes arrivé au consulat à Istanbul le jour de l'assassinat. La thèse d'un « *dérapiage* »

ou de l'excès de zèle d'un agent de renseignement, dernière ligne de défense du pouvoir saoudien, est donc balayée.

Le discours d'Erdogan mais aussi les critiques de plus en plus vives de l'Allemagne, du Royaume-Uni et d'autres pays européens, et enfin les pressions de l'administration américaine ont sans aucun doute conduit le régime saoudien à ce nouveau recul. Il ne fait que souligner la difficulté grandissante dans laquelle se trouve le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS). Plusieurs de ses proches faisaient partie du commando de tueurs envoyé à Istanbul et ont depuis été arrêtés en Arabie saoudite pour donner quelques gages aux Occidentaux.

Cette reconnaissance par Riyad de l'assassinat du journaliste correspond avec le déplacement, mercredi en Turquie, de la directrice de la CIA, Gina Haspel. Les services turcs devaient lui faire écouter une bande audio et lui présenter des éléments de preuves qui démontrent, selon la presse turque et les propos d'Erdogan lui-même, non seulement l'assassinat mais aussi le fait qu'il a été planifié au plus haut niveau de la famille royale.

Mohammed ben Salmane, qui a pris les pleins pouvoirs, est donc dans le viseur. Erdogan et Trump ont d'ailleurs, ces derniers jours, eu des conversations avec le vieux roi, père de MBS, lui demandant d'être le garant d'une enquête impartiale. De nombreux appels demandent par ailleurs une enquête internationale conduite sous l'égide des Nations unies.



Salah Khashoggi et le prince héritier Mohammed ben Salmane, le 23 octobre. © Saudi press agency

Cette accélération de l'affaire vient souligner l'extrême discrétion de la France. À la suite d'un entretien avec le roi, mercredi soir, Emmanuel Macron a pour la première fois évoqué de possibles sanctions : « *La France n'hésitera pas à prendre, en lien avec*

ses partenaires, des sanctions internationales contre les coupables », dit un communiqué de l'Élysée. Mais cette déclaration très générale intervient après des jours de silence.

Si tous les Occidentaux **avaient mis de longs jours à réagir** à l'assassinat de Jamal Kashoggi, certains ont depuis accentué la pression sur le régime saoudien. Est-ce les mensonges répétés de Riyad ? Est-ce la photo, particulièrement répugnante, de la poignée de main entre MBS et le fils de Kashoggi ? Cette mise en scène imposée par MBS, alors que le jeune homme est interdit de quitter le royaume, a enflammé les réseaux sociaux.

Après plusieurs jours d'hésitations, Donald Trump a dénoncé mardi « le fiasco total » saoudien, évoquant les mensonges et une « opération de dissimulation ». L'Arabie saoudite demeure « un excellent allié », a insisté le président américain précisant qu'il ne pouvait se contenter des versions successives de Riyad. L'administration américaine a annulé les visas de 21 Saoudiens impliqués dans l'affaire. Et « ces sanctions ne seront pas le dernier mot des États-Unis sur ce dossier », a averti le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

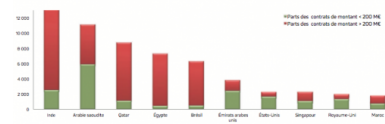
Après Erdogan et Trump, c'est Angela Merkel qui, dès dimanche, avait annoncé une suspension des ventes d'armes à l'Arabie saoudite tant que l'affaire « ne sera pas éclaircie de manière urgente ». « Il ne peut y avoir d'exportations d'armes dans la situation où nous nous trouvons, même si ces ventes sont d'ampleur limitée », a précisé la chancelière. Les contrats en cours pèseraient environ 400 millions d'euros. Le lendemain, son ministre de l'économie, Peter Altmaier, appelait les autres pays européens à ne plus autoriser d'exportations d'armes en Arabie saoudite. « Ce n'est que si tous les pays européens se mettent d'accord que cela impressionnera le gouvernement de Riyad. »

Cette déclaration de l'Allemagne a clairement mis en difficulté la France qui se contentait jusqu'alors de communiqués minimalistes demandant qu'une enquête soit menée. Emmanuel Macron allait-il se ranger sur la même ligne que la chancelière

allemande ? Pas du tout. Interrogé lors de son déplacement mardi au salon Euronaval, un salon essentiellement consacré à l'armement, le chef de l'État a sèchement refusé de répondre : « Mon agenda n'est pas dicté par les médias. Que ça vous plaise ou non. Et ça n'est pas parce qu'un dirigeant dit quelque chose que je suis censé réagir à chaque fois. Et donc je ne vous répondrai pas. »

Le lendemain, interrogée à l'Assemblée nationale, la ministre des armées Florence Parly s'embrouillait dans ses propos pour ne pas plus répondre : « Ne mélangeons pas tout. On ne vend pas des armes comme on vend des baguettes de pain. La règle est claire : la règle, c'est que toute vente d'armes est interdite sauf autorisation expresse. » Mais encore ? Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, a tenté de préciser : « Je m'étonne que le débat se concentre uniquement sur la question de la livraison d'armes. C'est un sujet plus global. Si les faits sont avérés, si nos services les corroborent, nous prendrons les sanctions adéquates à l'endroit des autorités saoudiennes. »

Les principaux clients de la France sur la période 2008-2017 (en M€)



© Ministère de la défense

C'est pourtant bien le vrai et seul débat qui compte : l'Arabie saoudite est, derrière l'Inde, le deuxième pays acheteur d'armements à la France. Le rapport annuel du ministère de la défense rendu au Parlement en juillet chiffre à plus de 11 milliards d'euros le montant des ventes de 2008 à 2017 (voir graphique ci-dessus et l'intégralité du rapport est ici)

Des armes françaises utilisées au Yémen

Surtout, plusieurs grandes ONG, dont Human Rights Watch, Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), accusent la France de se rendre complice des crimes de guerre commis par l'armée saoudienne et la « coalition » au Yémen, pays dévasté par des années de conflit. En mars 2017, le secrétaire général adjoint aux affaires

humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU déclarait que le Yémen était le théâtre de la « *pire crise humanitaire au monde* ».

Des armes françaises, vendues à l'Arabie saoudite ou à son allié les Émirats arabes unis, ont été utilisées dans des opérations menées contre des civils, estiment les ONG. Des chars également (*notre enquête est à lire ici*). La ministre de la défense Florence Parly **ne l'a d'ailleurs pas exclu**. Mais rien ne semble devoir arrêter la détermination du pouvoir français à poursuivre ces ventes d'armes à l'un des pires régimes de la planète (*lire cet article de Thomas Cantaloube et d'Edwy Plenel*).



Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée, en avril 2018. © Reuters

Le choix et l'appel de l'Allemagne viennent souligner cet abaissement de la France. Car le débat sur les ventes d'armes ne fera que s'intensifier. Ce jeudi, il s'est transporté au Parlement européen. Une majorité d'eurodéputés – 325 voix pour, une voix contre, 19 abstentions – s'est prononcée à Strasbourg pour un embargo des ventes d'armes de l'ensemble des pays de l'UE à l'Arabie saoudite. Ce n'est pas une première pour les eurodéputés : des résolutions semblables – qui n'ont pas de valeur législative – ont déjà été adoptées en 2016 ou 2017, en réaction à la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen.

Mais cette fois, les députés vont un peu plus loin. Ils exhortent aussi la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, à se préparer à imposer des « *sanctions ciblées* » à l'égard de Riyad, « *une fois que les faits auront été établis* ». En clair, les élus plaident pour des interdictions de visas et des gels d'avoirs à l'encontre des ressortissants saoudiens, sur un mode similaire aux sanctions russes déclenchées après l'annexion de la Crimée par Moscou.

Parmi les abstentionnistes à Strasbourg, on retrouve de nombreux députés français, à commencer par Nicolas Bay, le co-président du groupe Europe des nations et des libertés (ENL), aux côtés d'autres élus du RN, comme Gilles Lebreton ou France Jamet, mais aussi Aymeric Chauprade, Sophie Montel ou encore Jérôme Lavrilleux (ex-LR). Rachida Dati et Michèle Alliot-Marie ont en revanche voté la motion.

Il est à noter que les eurodéputés socialistes espagnols ont voté pour la résolution, à l'unisson de leurs collègues sociaux-démocrates européens. Pourtant, le parlement espagnol a rejeté mardi une motion réclamant l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, en raison d'une alliance entre les socialistes du PSOE et les conservateurs du Parti populaire (PP).

Le chef du gouvernement Pedro Sánchez s'était pourtant dit « *consterné* » par l'affaire, lorsqu'elle a éclaté. Mercredi devant le Congrès, le socialiste a changé de ton. Il a justifié sa *realpolitik*, évoquant cette fois « *les intérêts stratégiques de l'Espagne, qui concernent par ailleurs des zones frappées par le chômage* ». Sánchez maintient donc un contrat au cœur de la polémique depuis des semaines en Espagne, portant sur la vente de 400 bombes à guidage laser. Cinq navires militaires sont aussi en construction près de Cadix en Andalousie. Près de 6 000 emplois sont censés dépendre de ce second contrat, chiffré à près de deux milliards d'euros.

Une autre personnalité de poids s'est manifestée, jeudi, pour demander qu'il soit mis fin à toute aide à l'Arabie saoudite dans sa guerre au Yémen. Il s'agit de l'Américain Bernie Sanders, sénateur du Vermont et leader de la gauche du parti démocrate. Dans une tribune au *New York Times* (*à lire ici*), Sanders demande que soit « *revue notre relation avec l'Arabie saoudite et clairement dit que les Saoudiens n'ont pas un chèque en blanc pour violer les droits de l'homme* ». Les États-Unis sont engagés dans la guerre au Yémen, en fournissant munitions et renseignements à Riyad et en ravitaillant en vol les avions saoudiens.

« *Cette guerre est un désastre moral et stratégique pour les États-Unis* », écrit Bernie Sanders, rappelant que « *le chaos dans ce pays* » permet aux groupes

terroristes de s'implanter. Rien de tel n'a jamais été dit dans les cercles du pouvoir français. Emmanuel Macron refuse de répondre ; Jean-Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères, fut celui qui organisa la reprise des grands marchés d'armement avec Riyad (et aussi avec l'Égypte) lorsqu'il était ministre de la défense de François Hollande.

Et les parlementaires de la majorité sont priés de regarder ailleurs. La **proposition de commission d'enquête** sur les ventes d'armes françaises à la coalition engagée au Yémen, soutenue depuis juillet par une soixantaine de députés, n'a toujours pas été

concrétisée. Le député LREM Sébastien Nadot, à l'origine de la résolution demandant la création de cette commission, en est persuadé : « *Le ministre Le Drian a fait le nécessaire pour que cela soit bloqué.* »

En revanche, quelques voix s'élèvent dans l'opposition, à gauche et même à droite. Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France, demande ainsi « *de suspendre les exportations d'armes à destination de l'Arabie saoudite* ».

Ci-dessous, notre débat avec le député Sébastien Nadot, début octobre :

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.